

16 OCTOBRE

pour imposer d'autres choix que ceux du patronat et du gouvernement !

Condamner le monde du travail à l'austérité !

Sous le diktat du MEDEF, le gouvernement Valls2 persiste et signe !

Répondant toujours plus aux exigences de rentabilité des actionnaires, des marchés financiers et du capital, le gouvernement poursuit la mise en oeuvre d'une politique visant à multiplier les exonérations et les allègements de cotisations sociales patronales et des impôts aux entreprises.

Les revendications du MEDEF sont provocantes : fin des 35 heures, suppression de jours fériés, extension du travail le dimanche, création d'un sous-smic, exonérations de cotisations, réduire la « peur de l'embauche » en facilitant les ruptures de contrat ...

Valls clame aux patrons : « moi, j'aime l'entreprise,..., on doit savoir être à vos côtés, vous soutenir, vous aider ». Le 1er ministre oublie que ceux qui produisent les richesses des entreprises, ce sont d'abord les salariés, ceux la même que le gouvernement laisse sombrer dans la précarité et subir l'austérité.



Sécurité sociale : encore des réductions des dépenses !

Chacun participe au financement de la Sécurité sociale pour permettre à tous d'avoir des droits pour bien vivre, bien se soigner, bien travailler, bien vieillir I C'est cette solidarité qu'il faut défendre I C'est ce qui la différencie des assurances privées et donc du chacun pour soi I

C'est aussi, grâce à ses acquis et à des droits garantis que même en pleine crise économique et sociale, elle évite à des milliers de salariés et de familles de plonger dans la misère et la pauvreté I

D'ores et déjà, des plans d'économie de plusieurs milliards d'euros sont annoncés dans la santé, à l'hôpital, pour la politique du médicament, la famille, la retraite, la gestion de la Sécurité sociale : réduction du congé parental, dérem- boursement de médicaments, réduction des durées d'hospitalisation, augmentation de la CSG....

Des milliers d'emplois sont menacés dans les secteurs professionnels chargés de la protection sociale : des services de la CAF, de la CPAM doivent fermer par manque de personnel.

Valls, nouveau chef des services informatique de l'état !

Début Août, un décret organise la prise en main par le 1er ministre et la DiSIC de la quasi totalité des services informatiques de l'état I Par une nouvelle note du 16 septembre, le 1er ministre précise ses objectifs : interministérialité, simplification, mutualisation, regroupements, économies budgétaires chiffrées dès le mois d'avril 2014 de 20% à 40% des dépenses informatiques d'ici trois à cinq ans.

Chaque ministère devra passer par la case DiSIC pour établir des plans d'investissement, pour lancer des projets informatiques (caractéristiques, coûts prévisionnels). Ce sera aussi la réduction du nombre de plates-formes informatiques. Le projet de regroupement des ESI Lillois en est une des conséquences.

On fait quoi ? On attend sans rien faire la généralisation de la précarité (santé, emploi, salaire), on constate la dégradation continue des conditions de travail ?

Ce n'est pas le choix de la CGT !

16 OCTOBRE,

... l'action résolue et déterminée du monde du travail qui s'impose

POUVOIR VIVRE MIEUX DEMAIN, RETROUVER LES CHEMINS DU PROGRÈS, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'EMPLOI.

Comment s'en sortir ? :

- Prenons nous-mêmes nos affaires en main !
- Choisissons de ne pas subir mais de nous unir.

Ne laissons pas le Medef diriger le pays et gagner toujours plus à chaque changement de gouvernement. La question de la répartition des richesses dans notre pays et du contrôle des aides publiques par les salariés et leurs représentants est posée avec force. Cet argent, c'est le nôtre ! Augmentation à deux chiffres pour les actionnaires, chute de l'investissement, austérité salariale dans le privé, gel du salaire des fonctionnaires.

Il faut vraiment être ringard pour dire que l'entreprise ce sont les patrons et les actionnaires ! Nous produisons. Nous créons la richesse. L'entreprise, c'est aussi nous !

Le chacun pour soi n'est pas la solution, c'est l'arme des patrons. La nôtre, c'est notre union !

PACTE de RESPONSABILITE
41 milliards donnés au patronat

CICE ; Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi
10 milliards donnés au patronat

Fraude patronale pour le reversement des cotisations sociales :
25 milliards volés par le patronat

Fraude fiscale :
80 milliards

Dividendes pour les actionnaires du CAC40 en 2013 :
43 milliards

Exonérations de cotisations patronales par an :
30 milliards



De l'argent, il y en a !

- *pour réduire les déficits publics (état, sécurité sociale, etc ...).*
- *mais aussi pour une politique de progrès social, pour répondre aux besoins grandissants de la population.*

La CGT Finances Publiques de Loire Atlantique appelle les agents à s'inscrire dans cette journée d'action et à participer massivement aux manifestations de Nantes (14 h Place du Commerce) et Saint-Nazaire (10 h Place de l'Amérique Latine) par tout moyen y compris par la grève. La CGT a déposé le 23 septembre un préavis pour la Fonction Publique pour cette journée..